

LE LANCEMENT DE LA GUERRE DE TERREUR DES ÉTATS-UNIS (2/3)

Des services secrets parallèles

par Peter Dale Scott

Poursuivant son analyse, Peter Dale Scott montre que les accords de liaison entre services secrets d'États alliés permettent de développer des services parallèles et des opérations hors contrôle. L'ancien diplomate canadien met ainsi à jour la méthode qui a permis aux comploteurs du 11-Septembre d'utiliser les moyens de l'appareil d'État US à l'insu de leurs collègues.

RÉSEAU VOLTAIRE | 22 SEPTEMBRE 2012



Cet article fait suite à « [La CIA, le 11-Septembre, l'Afghanistan et l'Asie centrale](#) ».

Les accords de liaison avec d'autres services de renseignement

Je pense qu'initialement, Khaled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazmi auraient pu bénéficier d'une protection car ils avaient été envoyés aux États-Unis par les services de renseignement saoudiens (le GID). Ceci expliquerait pourquoi, après leur arrivée, ils furent apparemment financés de manière indirecte par l'ambassade d'Arabie saoudite à Washington. Ces faits sont bien résumés par

Paul Church dans l'*Asia Times Online* (édition du 12 février 2012) :

« [E]ntre 1998 et 2002, jusqu'à 73 000 dollars en chèques bancaires furent transmis par Hayfa bint Fayçal, la femme de [l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington, le prince] Bandar, à deux familles californiennes connues pour avoir financé al-Midhar [sic] et al-Hazmi (Bandar décrit un jour George H. W. Bush et son épouse comme 'ma mère et mon père'). [...] La princesse Hayfa envoyait régulièrement des paiements mensuels allant de 2 000 à 3 500 dollars à Majeda Dweikat, la femme d'Oussama Basnan - qui aurait été un espion pour le gouvernement saoudien, selon divers enquêteurs. De nombreux chèques étaient [aussi] destinés à Manal Bajadr, la femme d'Omar al-Bayoumi, lui-même soupçonné de travailler secrètement pour le royaume [saoudien]. Auparavant, les familles Basnan, al-Bayoumi et les deux pirates de l'air du 11-Septembre avaient partagé le même immeuble à San Diego. Omar al-Bayoumi fut celui qui accueillit les meurtriers lorsqu'ils arrivèrent pour la première fois aux États-Unis, et qui leur fournit un appartement ainsi que des cartes d'assurance sociale (en plus d'autres formes d'assistance). Il aida même ces hommes à s'inscrire dans des écoles de pilotage en Floride. » [1]

Si les deux Saoudiens furent réellement envoyés par le GID, il est pratiquement certain qu'ils auraient été admis aux États-Unis dans le cadre d'un accord de liaison entre le GID et la CIA. [2] Le prince Turki ben Fayçal, l'ancien directeur du GID, a déclaré qu'il échangeait ses informations sur al-Qaïda avec la CIA et qu'en 1997, les Saoudiens « établirent une commission mixte de renseignement avec les États-Unis afin d'échanger des informations sur le terrorisme en général et sur [...] al-Qaïda en particulier. » [3] Le Rapport de la Commission sur le 11-Septembre ajoute que, suite au passage à l'an 2000, des réformes furent entreprises au Centre de contreterrorisme (CTC), qui incluait Alec Station (l'Unité ben Laden de la CIA). Ainsi, le CTC voulait instaurer son plan adopté six mois auparavant, qui consistait à « améliorer les capacités des services de sécurité étrangers ayant fourni des renseignements via la liaison ». [4]

C'était une spécialité de Richard Blee. Steve Coll rapporta que ce dernier et son supérieur Cofer Black étaient très enthousiasmés par les opportunités qu'induisaient les accords de liaison, en ce qu'ils permettaient d'étendre l'influence et les capacités d'action de la CIA dans des régions cruciales. Ainsi, ils s'envolèrent ensemble vers Tachkent en 1999, où ils négocièrent un nouvel accord de liaison avec l'Ouzbékistan. [5] Selon Steve Coll et le *Washington Post*, cet arrangement conduisit à l'établissement rapide d'une liaison de la CIA en Afghanistan avec l'Alliance du Nord, par l'entremise de Tachkent. [6] Thomas Ricks et Susan Glasser rapportèrent dans le *Washington Post* qu'après les attentats à la bombe contre les ambassades US à Dar es Salaam et à Nairobi en 1998, « *Les États-Unis et l'Ouzbékistan ont discrètement conduit des opérations secrètes communes visant à contrer le régime taliban au pouvoir en Afghanistan, ainsi que ses alliés terroristes [...], selon des responsables de ces deux pays.* » [7]

Cet engagement en Ouzbékistan entrainait dans un plus large schéma régional. Depuis 1997, les États-Unis avaient débuté une série de manœuvres militaires annuelles avec les forces armées kazakhes, kirghizes et ouzbèkes. Ces exercices simulaient un possible déploiement de forces de combat de l'armée US dans la région :

« *CENTRAZBAT '97, comme on l'appelait, était clairement un test de la capacité américaine de projection de forces dans le bassin Caspien en cas de crise. 'Il n'existe aucune nation sur la surface de cette planète qui est hors de notre portée', déclara le général Jack Sheehan [...] l'officier le plus haut gradé de cet exercice. Et pour quiconque aurait des doutes sur la nature de nos intérêts dans cette région, Catherine Kelleher, accompagnant Sheehan en tant qu'assistante du secrétaire adjoint à la Défense, cita 'la présence d'énormes ressources énergétiques' comme justification de l'engagement militaire des États-Unis. L'opération de 1997 fut la première d'une série d'exercices annuels [baptisés] CENTRAZBAT, qui sont conçus pour tester la vitesse avec laquelle Washington pourrait directement déployer dans cette région des forces basées aux États-Unis et y débiter des opérations de combat.* » [8]

En d'autres termes, l'activité du Pentagone en Ouzbékistan précédait de quatre ans l'accord public signé en octobre 2001 par Donald Rumsfeld et le Président Islom Karimov.

Revenons-en à l'accord de liaison négocié par Richard Blee et Cofer Black avec l'Ouzbékistan. En tant qu'ancien jeune diplomate, permettez-moi d'observer qu'un accord de liaison aurait probablement requis des accréditations spéciales pour ceux qui étaient au courant de cet arrangement, et qui s'échangeaient des informations dans le cadre de cette liaison. [9] Ceci expliquerait l'exclusion des agents du FBI qui n'étaient pas autorisés à accéder à ces informations, ainsi que le comportement des autres agents non accrédités de la CIA qui continuaient de collecter et de disséminer des informations sur les deux pirates de l'air présumés. Le « groupe Alec Station » avait besoin des deux afin de protéger la double identité du tandem de Saoudiens, et de s'assurer qu'ils ne soient pas arrêtés par le FBI, ce qui aurait été source d'embarras.

Il est presque certain que la CIA disposait d'importants accords de liaison non seulement avec le GID saoudien et avec l'Ouzbékistan, mais aussi avec la Direction pour le renseignement interservices du Pakistan (ISI pour Inter-Services Intelligence). Elle avait également établi de tels accords avec les services de renseignement de l'Égypte, et peut-être même du Yémen et du Maroc. Plus particulièrement, il existe des raisons de penser qu'Ali Mohamed fût admis à résider aux États-Unis en tant qu'agent d'un service étranger (probablement égyptien) dans le cadre d'arrangements de ce type. [10] Mohamed était un agent double dont le FBI avait empêché la mise en détention au Canada, ce qui lui permit d'organiser les attentats de 1998 contre les ambassades US. Il figure à la fois parmi les sources et le contenu du célèbre *Briefing Présidentiel Quotidien* du 6 août 2001 (PDB pour *Presidential Daily Briefing*), dans lequel la CIA mit en garde le Président Bush que « *Ben Laden [était] déterminé à frapper aux États-Unis* ». [11] Selon Jack Cloonan, le référent d'Ali Mohamed au FBI, « *toutes ces informations [contenues dans le briefing présidentiel] venaient d'Ali* », tandis que le PDB attribuait ses découvertes cruciales à ce qu'« *un agent opérationnel du Jihad islamique égyptien (JIE) déclara à un service [---].* » [12] (Il est clair

qu'Ali Mohamed faisait partie du JIE, et que ce service était probablement égyptien.)

Mais lorsque ce dernier, à l'instar de Khaled al-Mihdhar et de Nawaf al-Hazmi, fut inopportunément admis aux États-Unis, « *une autre agence fédérale* » que la CIA s'en serait chargé. [13] Il s'agissait très probablement d'une agence du Pentagone car, entre 1987 et 1989, Ali Mohamed « *fut affecté au [SOCOM, le] Commandement des opérations spéciales [de l'armée] US à Fort Bragg, la base des Bécards verts et de la Delta Force - l'unité d'élite du contre-terrorisme.* » [14] Le SOCOM, qui inclut le Commandement mixte pour les opérations spéciales (JSOC pour *Joint Special Operations Command*), dispose de sa propre division de renseignement. [15] Par ailleurs, le SOCOM est le commandement qui a mis en place le programme Able Danger en 1999 afin de surveiller les agents d'al-Qaïda et qui, sans explications, l'a stoppé avant le 11-Septembre et a détruit sa base de données. [16] Par ailleurs, le SOCOM opérait en Ouzbékistan avec des agents de la CIA grâce à l'accord de liaison négocié par Cofer Black et Richard Blee du CTC, le Centre de contreterrorisme de la CIA.

Pour toutes ces raisons, je suggère de reconceptualiser ce que Kevin Fenton appelle l'anormal « groupe Alec Station ». En effet, nous pourrions considérer cette faction comme une (ou des) équipe(s) de liaison inter-agences disposant d'accréditations spéciales, et incluant des membres d'Alec Station, des collaborateurs au FBI et probablement des éléments du SOCOM. (L'un de ces collaborateurs était l'agent du FBI Dina Corsi, qui selon Fenton dissimula des informations vitales à son collègue, l'agent Steve Bongardt, et ce même après que la NSA lui en avait autorisé l'accès.) [17]

Retour en arrière : le Safari Club et William Casey

Sous des formes différentes, ces arrangements trouvent leur

origine au plus tôt durant les années 1970. À cette époque, d'importants officiers de la CIA, en activité ou retraités (dont notamment Richard Helms), étaient mécontents des réductions de personnel menées sous le Président Jimmy Carter par Stansfield Turner, le directeur de l'Agence. En réponse, ils organisèrent un réseau alternatif que l'on appelle le Safari Club. Supervisé par les directeurs des services de renseignement de la France, de l'Égypte, de l'Arabie saoudite, du Maroc et de l'Iran (alors dirigé par le Shah), le Safari Club devint une base pour des officiers de la CIA tels que Theodore Shackley et Thomas Clines, qui avaient été marginalisés ou licenciés par le directeur de la CIA Turner. Comme le prince Turki ben Fayçal l'expliquera plus tard, l'objectif du Safari Club n'était pas simplement l'échange d'informations, mais également la conduite d'opérations secrètes que la CIA ne pouvait plus mener directement à cause du scandale du Watergate et des réformes correspondantes. [18]

Dans les années 1980, William Casey, le directeur de la CIA, prit des décisions cruciales dans la conduite de la guerre secrète en Afghanistan. Toutefois, elles furent élaborées hors du cadre bureaucratique de la CIA qu'il dirigeait alors, en ce qu'elles furent préparées avec les directeurs du renseignement saoudien — d'abord Kamal Adham puis le prince Turki ben Fayçal. Parmi ces décisions, nous pouvons citer la création d'une légion étrangère destinée à aider les moudjahidines afghans à combattre les Soviétiques — en d'autres termes, la création d'un réseau de soutien que nous avons connu sous le nom d'al-Qaïda depuis la fin de cette guerre entre l'Union soviétique et l'Afghanistan. [19] Casey mit au point les détails de ce plan avec les deux chefs du renseignement saoudien, ainsi qu'avec le directeur de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), la banque pakistano-saoudienne dont Kamal Adham et Turki ben Fayçal étaient tous deux actionnaires.

Ce faisant, Casey dirigeait alors une deuxième Agence, ou une CIA hors canaux, construisant avec les Saoudiens la future al-Qaïda au Pakistan, bien que la hiérarchie officielle de l'Agence, qui lui était subordonnée à Langley, « pensait [à juste titre] que c'était imprudent ». [20] Dans *American War Machine* (version française :

La Machine de Guerre américaine), j'ai situé le Safari Club et la BCCI dans une succession d'arrangements élaborés au sein d'une « *CIA alternative* » ou d'une « *deuxième CIA* », datant de la création en 1948 du Bureau de Coordination Politique (OPC pour *Office of Policy Coordination*). Ainsi, il est compréhensible que George Tenet, le directeur de la CIA sous George W. Bush, suivît le précédent de Casey et rencontra environ une fois par mois le prince Bandar, ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington, sans révéler le contenu de ces discussions aux officiers de l'Agence chargés des questions saoudiennes. [21]

Kevin Fenton invoqua lui-même l'exemple du Safari Club afin de proposer une possible explication au fait que Richard Blee et Tom Wilshire utilisaient un « *réseau parallèle* » pour surveiller al-Mihdhar et al-Hazmi à l'intérieur des États-Unis. D'après lui, « *[r]etenir les informations concernant Almihdhar et Alhazmi [sic] n'a de sens que si la CIA était en train de surveiller les deux hommes aux États-Unis même, officiellement ou hors registres.* » [22] Cependant, nous pourrions envisager une troisième possibilité. En effet, le GID aurait pu surveiller leurs agissements, ce qui correspondrait aux assertions du prince Bandar, selon lesquelles les services de sécurité saoudiens avaient « *activement suivi les mouvements de la plupart des terroristes [,] de manière précise* ». [23]

Joseph et Susan Trento entendirent de la part d'un ancien officier de la CIA — qui avait été basé en Arabie saoudite — qu'« *Hazmi et Mihdhar étaient tous les deux des agents saoudiens.* » [24] Si cela est vrai, ils étaient clairement des agents doubles, agissant comme (ou se faisant passer pour) des terroristes en même temps qu'ils agissaient comme (ou se faisaient passer pour) des informateurs. Dans le domaine de l'espionnage, les agents doubles sont précieux et parfois utiles ; mais à certaines occasions, leur faire confiance peut aussi s'avérer dangereux — comme l'illustre l'exemple d'Ali Mohamed —.

Ce fut particulièrement vrai pour la CIA en ce qui concerne l'Arabie saoudite. En effet, le GID soutenait énergiquement al-Qaïda dans des pays comme la Bosnie, en vertu d'un accord

imposant que cette organisation jihadiste « *n'interfèrerait pas dans les affaires politiques de l'Arabie saoudite ou de tout autre pays arabe* ». [25] Cet engagement avait été négocié avec Oussama ben Laden par le ministre de l'Intérieur saoudien Nayef ben Abdelaziz. L'ISI pakistanaise était encore plus activement impliquée avec al-Qaïda, et certains éléments de cette agence étaient probablement plus proches des buts idéologiques de cette organisation que du gouvernement nominalement laïc du Pakistan.

Quoi qu'il en soit, le recours à des informateurs illégaux n'est pas seulement dangereux et imprévisible, c'est aussi un facteur de corruption. En effet, pour jouer leur rôle, les informateurs doivent enfreindre la loi ; et leur superviseurs, ayant conscience de cette nécessité, doivent les protéger en s'abstenant de les signaler. Ainsi, bien trop souvent, ils interviennent afin d'éviter leur arrestation par d'autres services. C'est pourquoi les superviseurs ne cessent de se rendre complices des crimes de leurs informateurs. [26]

Même dans les meilleures circonstances, l'agence concernée doit décider si elle autorise l'informateur à perpétrer son crime, ou si elle l'en empêche en prenant le risque de lui faire perdre son utilité. Lorsque de telles occasions se présentent, les agences ont bien plus souvent tendance à faire le choix qui est contraire à l'intérêt général.

Un exemple très pertinent pour l'illustrer est le premier attentat à la bombe contre le World Trade Center en 1993. Ce cas est intéressant car Khalid Sheikh Mohammed, le cerveau présumé du 11-Septembre, faisait également partie des organisateurs de l'attentat de 1993. Parmi eux, le FBI avait un informateur, appelé Emad Salem. Plus tard, en se basant sur des preuves extraites des enregistrements de ses débriefings avec le FBI, Salem déclara que le Bureau décidât volontairement de ne pas déjouer le projet terroriste envisagé contre le World Trade Center. Écrit par Ralph Blumenthal pour le *New York Times*, voici le compte-rendu détaillé de ce précédent au mystère du 11-Septembre :

« On révéla aux fonctionnaires des forces de l'ordre [le FBI] que des terroristes étaient en train de concevoir une bombe, qui fut finalement utilisée pour faire exploser le World Trade Center. Ils

envisagèrent de mettre en échec les malfaiteurs en substituant secrètement les explosifs par une poudre inoffensive, déclara un informateur après l'attentat.

Ce dernier était censé aider les malfaiteurs à fabriquer la bombe et leur fournir la fausse poudre, mais ce plan fut annulé par un superviseur du FBI qui avait d'autres idées sur la façon d'utiliser cet informateur, [appelé] Emad A. Salem.

Ce récit, tiré de la retranscription des centaines d'heures d'enregistrements que M. Salem a secrètement réalisé durant ses conversations avec des agents des forces de l'ordre, démontre que les autorités étaient dans une bien meilleure position qu'annoncé pour déjouer les attentats à la bombe du 26 février contre les plus hautes tours de New York. L'explosion tua six personnes, en blessa plus de 1 000 et provoqua des dommages excessifs d'un demi-milliard de dollars. Pour cette attaque, quatre hommes sont aujourd'hui poursuivis devant la Cour fédérale de Manhattan. » [27]

Ce qui rend le complot de 1993 encore plus intéressant est le fait que, selon plusieurs sources, Emad Salem était un agent du service de renseignement égyptien, envoyé aux États-Unis pour espionner les actions d'Omar Abdel Rahman, surnommé le « *cheikh aveugle* ». [28] Il est alors possible que le superviseur du FBI ayant « *d'autres idées* » sur la manière d'utiliser Emad Salem faisait partie d'une équipe de liaison, ne pouvant révéler ce qu'il savait aux autres agents du Bureau. Par exemple, il aurait pu être au courant d'un possible refus du renseignement égyptien de dévoiler la couverture de Salem. Cette suggestion est à la fois hypothétique et problématique. Toutefois, elle a le mérite d'offrir une explication relativement cohérente pour un comportement du FBI que l'on peut qualifier de déconcertant.

Cette explication n'exclut absolument pas la possibilité que des fonctionnaires du Bureau auraient eu de plus sinistres motivations pour permettre la survenance des attentats à la bombe, et de le dissimuler ensuite. En effet, à ce moment précis, le cheikh Omar Abdel Rahman était l'un des éléments centraux d'un programme saoudien sensible, auquel des fonctionnaires US participaient également. Ce programme était destiné à recruter et à acheminer des combattants moudjahidines en Bosnie pour lutter contre la

Serbie (incluant quelques individus, comme Ayman al-Zawahiri, qui furent ensuite accusés du complot du 11-Septembre). [29] Au vu du comportement des enquêteurs et des autorités judiciaires, il est clair qu'un certain nombre d'agences US ne voulaient pas interférer dans les activités du cheikh Rahman. Même après l'inculpation de ce dernier en 1995, dans une affaire d'association de malfaiteurs en vue de commettre des attentats contre des monuments de New York, le gouvernement des États-Unis continua de protéger Ali Mohamed, un personnage crucial dans cette affaire.

Pis, le fait pour le FBI de permettre la survenance de ces attentats à la bombe s'inscrit dans une série de contreperformances et d'opportunités manquées — toutes liées entre elles — dont l'apogée fut le 11-Septembre. La première de cette série concerne le meurtre de l'extrémiste juif Meir Kahane à New York en 1991. Dans cette affaire, le FBI et le NYPD ont arrêté deux des meurtriers pour les relâcher ensuite, leur permettant de prendre part aux attentats à la bombe de 1993 contre le World Trade Center. L'un des principaux instructeurs de ces deux individus était Ali Mohamed, bien qu'il fasse encore partie des Forces spéciales US à cette époque. Son nom fut systématiquement protégé de toute divulgation publique par Patrick Fitzgerald, le procureur chargé des poursuites dans cette affaire. En 1994, lorsqu'Ali Mohamed fut arrêté à l'aéroport de Vancouver par la Gendarmerie Royale du Canada (GRC), le FBI est intervenu pour obtenir sa libération. Cette initiative du Bureau permit à Mohamed de se rendre au Kenya, où il devint le principal organisateur de l'attentat à la bombe de 1998 contre l'ambassade US à Nairobi. [30]

Ali Mohamed fut finalement arrêté par les États-Uniens en 1998, mais il ne fut pas immédiatement emprisonné. Manifestement, c'est en homme libre qu'il confia sans réticences à Jack Cloonan, son référent au FBI, qu'il connaissait au moins trois des pirates de l'air présumés du 11-Septembre, et qu'il avait aussi contribué à leur apprendre comment détourner des avions. [31] Selon Ali Soufan, dans un livre publié en septembre 2011, Ali Mohamed attendait toujours sa condamnation en 2011, douze ans après qu'il eût plaidé coupable en mai 1999. [32]

Nous devons en conclure qu'aux États-Unis, quelque chose dysfonctionne profondément, et ce depuis bien avant le 11-Septembre. En réalité, ce problème a perduré sous les deux majorités politiques. Les conditions de confidentialité instaurées par les accréditations spéciales n'ont pas seulement masqué ces anomalies de fonctionnement ; comme je le défendrai, elles ont contribué à les engendrer. L'histoire de l'espionnage démontre que le pouvoir secret, lorsqu'il est exercé dans la sphère des activités illégales, devient peu à peu contraire au pouvoir public démocratique. [33] Plus le groupe de planificateurs spéciaux disposant de leurs propres accréditations est restreint, moins il y a de chances que leurs décisions soient conformes aux exigences des législations nationales et internationales, et encore moins à la moralité commune et au bon sens.

Ajoutez à ces conditions sournoises de confidentialité les relations fondamentalement malsaines et corrompues que les agences de renseignement US entretiennent avec celles de l'Arabie saoudite et du Pakistan. Jusqu'à présent, ces relations ont été profondément antidémocratiques en Asie autant que dans notre pays. Par un mécanisme de recyclage des richesses, la dépendance des États-Unis au pétrole saoudien a en fait subventionné une extension de l'islamisme à travers le monde. Dans le même temps, ce que les 99,9 % des États-uniens payent pour leur essence et leur gaz génère des sommes gigantesques, que les Saoudiens recyclent alors dans les institutions financières des 0,1 % trônant au sommet de Wall Street.

De façon comparable, la relation trouble des États-Unis avec l'ISI pakistanaise a engendré une augmentation considérable du trafic de drogue international, essentiellement grâce aux clients afghans de la CIA et de l'ISI. [34] En résumé, le mauvais fonctionnement bureaucratique dont nous parlons à propos du 11-Septembre est le symptôme d'un dysfonctionnement plus large. Ce problème trouve sa source profonde dans la relation qu'entretiennent les États-Unis avec l'Arabie saoudite, le Pakistan et — à travers ces pays — avec le reste du monde.

Les accords de liaison et la protection de Khaled al-Mihdhar et de Nawaf al-Hazmi

Même sans tenir compte du précédent suggestif de l'attentat à la bombe de 1993 contre le World Trade Center, il est légitime de présumer que des accords de liaison auraient pu empêcher l'arrestation de Khaled al-Mihdhar et de Nawaf al-Hazmi. Penchons-nous d'abord sur les découvertes de Kevin Fenton : « *Il est clair que ces informations [concernant ces deux individus] ne furent pas retenues suite à une succession d'incidents étranges, mais qu'elles l'ont été intentionnellement.* » [35] Je considère que cette découverte est frappante et indiscutable. Toutefois, nous ne pouvons pas être si sûrs de l'explication avancée par Fenton, selon laquelle « *l'objectif de la rétention d'information était désormais de permettre le déroulement des attaques* ». [36]

En réalité, je pense qu'il existe un certain nombre de possibilités derrière cette intention, allant de l'explication relativement innocente (les blocages dus à un accord de liaison) à la plus effroyable. Avant de les analyser, il nous faut déconstruire la notion de « *laisser les attaques se dérouler* ». De toute évidence, si les pirates de l'air présumés n'avaient pas été arrêtés aux portes d'embarquement des aéroports, des gens allaient certainement être tués — mais combien ? Souvenons-nous que dans les documents de l'opération Northwoods [37], qui envisageaient la planification d'attaques sous faux pavillon afin de justifier une intervention militaire à Cuba, des responsables du Comité des chefs d'États-majors interarmées (JCS) avaient écrit : « *Nous pourrions développer une campagne de terrorisme [faussement attribuée aux communistes de Cuba]* » durant laquelle « *[n]ous pourrions couler un bateau rempli de Cubains* ». [38] La perte de quatre avions de ligne remplis de passagers aurait-elle été une tragédie bien différente de celle qui était alors envisagée ?

Bien entendu, la dimension tragique du 11-Septembre fut considérablement amplifiée lorsque les avions frappèrent les tours et le Pentagone. Toutefois, il est possible que les personnes au courant de l'accord de liaison autour des deux Saoudiens

n'imaginaient pas que les individus ciblés étaient capables de telles prouesses. Rappelons-nous que leurs leçons de pilotage, y compris à bord d'un Cessna, furent si catastrophiques qu'elles prirent fin prématurément. Leur instructeur leur fit savoir « *qu'ils n'étaient tout simplement pas faits pour piloter* ». [39]

Permettez-moi de suggérer qu'il existe trois étapes distinctes dans les attaques du 11-Septembre : les détournements, les frappes contre les bâtiments et les effondrements surprenants des trois immeubles du World Trade Center. Il est possible que l'équipe de liaison du « groupe Alec Station » eût envisagé uniquement la première étape, sans jamais imaginer les deux autres qui suivirent.

Une explication initiale des rétentions d'informations concernant deux des pirates de l'air présumés — à la fois simple et moins sournoise — serait l'hypothèse que j'ai proposé dans le cas d'Emad Salem : l'accès restreint aux renseignements du fait des accréditations spéciales requises par un accord de liaison. Toutefois, comme en 1993, les pouvoirs secrets constitués derrière le mur des accréditations restrictives auraient pu être exploités pour d'autres objectifs. La dangereuse situation alors créée — celle de potentiels pirates de l'air étant protégés de l'arrestation alors qu'une attaque était attendue — aurait pu inciter certains individus à exploiter les conditions de secret ainsi établies comme opportunité pour planifier un incident nécessaire à justifier la guerre. Il faut alors souligner une importante analogie entre le 11-Septembre et la fausse seconde attaque du golfe du Tonkin en août 1964, qui fut utilisée afin de justifier l'attaque du Nord-Vietnam. En effet, comme à cette époque, il existait une puissante faction au sommet de l'État qui était déterminée à déclencher une action militaire unilatérale. Il s'agit de la clique du PNAC, évoluant au sein du gouvernement des États-Unis en 2001. [40]

L'un des indices appuyant cette plus sinistre intention est le fait que le modèle de dissimulations détaillé par Kevin Fenton ne se limite pas aux deux Saoudiens et à leurs superviseurs de la station de la CIA. Nous pouvons constater un enchaînement de plusieurs rétentions de renseignements par d'autres agences. Plus

précisément, il s'agit des informations de la cellule Able Danger qui furent détruites par le SOCOM, ainsi que de la dissimulation — manifestement menée par la NSA — d'une interception importante, apparemment relative aux pirates de l'air présumés et à Zacarias Moussaoui. [41]

Si la NSA dissimulait alors des renseignements aux responsables concernés, ce comportement nous rappellerait le rôle de cette agence à l'époque du second incident du golfe du Tonkin en août 1964. À un moment crucial, la NSA envoya 15 segments de ROEM (renseignements d'origine électromagnétique) qui indiquaient — à tort — une attaque menée par les Nord-Vietnamiens contre deux destroyers US. Dans le même temps, elle dissimula 107 segments de ROEM qui démontraient — avec exactitude — qu'aucune hostilité de la part du Nord-Vietnam n'avait été lancée. [42] À cette époque, le comportement de la NSA trouvait son écho à la CIA : ces deux agences étaient conscientes de l'existence d'un puissant consensus au sein de l'administration Johnson. En effet, cette dernière s'était déjà accordée sur la nécessité de provoquer le Nord-Vietnam dans l'espoir de créer une opportunité pour une réponse militaire. [43]

Grâce à de nombreux récits venant de sources internes à l'administration Bush, nous savons qu'avant le 11-Septembre, il existait aussi un puissant consensus pro-guerre au sommet de l'État. Ce consensus était centré sur Dick Cheney, Donald Rumsfeld et ce que l'on appelle la faction du PNAC (le *Projet pour le Nouveau Siècle Américain*), qui avait exercé un lobbying énergique en faveur d'une action militaire contre l'Irak avant l'élection de George W. Bush. Nous savons également que la réponse immédiate de Rumsfeld aux attentats du 11-Septembre fût de proposer une attaque de l'Irak, et que la planification d'une telle attaque a été initiée le 17 septembre 2001.⁹¹ Par conséquent, il est utile d'envisager la possibilité que les individus ayant protégé les pirates de l'air présumés auraient pu partager ces ambitions guerrières. [44]

À suivre...)

Peter Dale Scott

Traduction
Maxime Chaix

[1] Le Rapport de la Commission sur le 11-Septembre minimisa l'importance d'al-Bayoumi (voir *9/11 Commission Report*, pp.217-18) ; mais le Rapport de la Commission mixte du Congrès chargée d'enquêter sur le 11-Septembre, bien qu'il reste considérablement censuré, nous offre des informations corroborantes (pp.173-77). Celles-ci incluent un rapport indiquant que Basnan avait organisé une fête pour le « cheikh aveugle » Omar Abdel Rahman, qui est impliqué dans le premier attentat à la bombe de 1993 contre le World Trade Center.

[2] Initialement, comme d'autres observateurs, j'ai suspecté que ces deux hommes étaient des agents doubles saoudiens. Il est également possible qu'il fussent envoyés aux États-Unis en tant que cibles désignées, afin d'être surveillés individuellement ou ensemble par les Saoudiens et les États-uniens. L'un de mes rares désaccords avec Kevin Fenton survient lorsqu'il appelle al-Mihdhar « l'un des agents les plus expérimentés [parmi les pirates de l'air] » (Fenton, *Disconnecting the Dots*, p.205). Au contraire, j'ai plutôt l'impression qu'il était soit un espion inexpérimenté ou incompetent, soit quelqu'un qui s'exposait délibérément à la détection, afin de tester les réponses US.

[3] Summers, *Eleventh Day*, p.396.

[4] *9/11 Commission Report*, p.184.

[5] Steve Coll, *Ghost Wars : the secret history of the CIA, Afghanistan, and bin Laden, from the Soviet invasion to September 10, 2001* (Penguin, New York, 2004), pp.456-57.

[6] Thomas E. Ricks et Susan B. Glasser, *Washington Post*, 14 octobre 2001.

[7] Ricks et Glasser, *Washington Post*, 14 octobre 2001.

[8] Michael Klare, *Blood and Oil* (Metropolitan Books/Henry Holt, New York, 2004), pp.135-36 ; citant R. Jeffrey Smith, « U.S. Leads Peacekeeping Drill in Kazakhstan », *Washington Post*, 15 septembre 1997. Cf. Kenley Butler, « [U.S. Military Cooperation with the Central Asian States](#) », 17 septembre 2001.

[9] En 1957, en tant que jeune diplomate canadien, j'ai moi-même disposé d'un accès spécial, qui était une accréditation d'un niveau supérieur au « top secret » pour consulter des renseignements de l'OTAN - une liaison relativement ouverte et directe.

[10] Pour le récit d'Ali Mohamed, voir Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, pp.213-225 (chapitre 8).

[11] *Ibidem*, 158 ; citant John Berger, « [Unlocking 9/11 : Paving the Road to 9/11](#) » : « *Ali Mohamed fut l'une des sources principales du tristement célèbre Briefing Présidentiel Quotidien (PDB pour Presidential Daily Briefing) du 6 août 2001 intitulé 'Ben Laden déterminé à frapper aux États-Unis'.* » Selon moi, le PDB, fréquemment cité comme un exemple de la bonne performance de la CIA, illustre plus probablement comment l'Unité ben Laden concoctait ce qui allait devenir les archives en anticipation des contrôles post-11-Septembre. Sans le nommer, le PDB fit trois fois référence à Ali Mohamed en le décrivant comme une menace, malgré le fait qu'il était alors sous contrôle des autorités fédérales et qu'il attendait sa condamnation pour son rôle dans les attentats de 1998 contre les ambassades US. En d'autres termes, le PDB semble avoir été rédigé pour embellir les archives, tout comme le travail de Wilshire au FBI ce même mois d'août 2001.

[12] John Berger, *Ali Mohamed*, p.20 (Cloonan) ; *9/11 Commission Report*, p.261 (PDB).

[13] James Risen, *New York Times*, 31 octobre 1998 ; dans Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, pp.439-41.

[14] *Raleigh News and Observer*, 13 novembre 2001 ; dans Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, pp.440-41. J'ai rajouté le terme « *armée* ». Le QG de l'USSOCOM est situé à Fort MacDill, une base aérienne de l'US Air Force en Floride.

[15] Dana Priest et William M. Arkin, « 'Top Secret America' : A look at the military's Joint Special Operations Command », *Washington Post*, 2 septembre 2011.

[16] Fenton, *Disconnecting the Dots*, pp.168-69 ; Summers, *Eleventh Day*, p.371, p.550.

[17] *Ibidem*, p.372.

[18] Scott, *American War Machine*, p.161 ; Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, pp.101-03.

[19] Ahmed Rashid, *Taliban : Militant Islam, oil, and fundamentalism in Central Asia* (Yale UP, New Haven CT, 2000), p.129.

[20] John Prados, *Safe for Democracy*, p.489 ; discussion dans Scott, *American War Machine*, pp.12-13.

[21] James Risen, *State of War : the secret history of the CIA and the Bush administration* (Free Press, New York, 2006), pp.188-89.

[22] Fenton, *Disconnecting the Dots*, p.104.

[23] Summers, *Eleventh Day*, p.397.

[24] Joseph J. et Susan B. Trento, cités par Summers, *Eleventh Day*, p.399. Depuis que j'ai présenté cet essai à la conférence internationale de Toronto le 11 septembre 2011, « Bob Kerrey [, ancien sénateur] du Nebraska, un Démocrate qui servit à la [...] Commission sur le 11-Septembre, [a déclaré] dans un témoignage sous serment [...] que 'd'importantes questions [restaient] sans réponses' concernant le rôle des institutions saoudiennes. 'On n'a jamais vraiment suivi les preuves indiquant une plausible implication d'agents du gouvernement saoudien dans les attaques du 11-Septembre', déclara M. Kerrey. » (« Saudi Arabia May Be Tied to 9/11, 2 Ex-Senators Say », *New York Times*, 29 février 2011.). Pour plus de renseignements sur cette affaire non traité par les médias français : « 11-Septembre : Deux anciens sénateurs US déposent sous serment et mettent en cause l'Arabie Saoudite (+ Vidéo) », *ReOpen911*, 5 mars 2012.

[25] Wright, *Looming Tower*, p.161 ; cité par Summers, *Eleventh Day*, p.216.

[26] Une telle corruption est prévisible et très répandue. Dans les célèbres exemples de Gregory Scarpa et de Whitey Bulger, des agents du FBI rattachés aux bureaux de New York et de Boston furent accusés de fournir à leurs indics de la mafia des informations qui conduisirent à des meurtres de témoins et de rivaux. Les agents du bureau new-yorkais de l'ancien Bureau Fédéral des Stupéfiants (FBN pour Federal Bureau of Narcotics) devinrent tellement impliqués dans le trafic de drogue de leurs informateurs que le FBN fût fermé et réorganisé.

[27] Ralph Blumenthal, « Tapes Depict Proposal to Thwart Bomb Used in Trade Center Blast », *New York Times*, 28 octobre 1993, accentuation ajoutée. Le jour suivant, le *Times* publia une légère correction : « Les transcriptions des bandes secrètement enregistrées par un informateur, Emad A. Salem, montrent qu'il avait mis en garde le gouvernement sur le fait qu'une bombe était en train d'être fabriquée. Toutefois, les transcriptions ne permettent pas d'établir clairement si les autorités fédérales savaient que la cible était le World Trade Center. »

[28] Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, pp.205-06.

[29] Peter Dale Scott, « La Bosnie, le Kosovo et à présent la Libye : les coûts humains de la collusion perpétuelle entre Washington et les terroristes », *Mondialisation.ca*, 17 octobre 2011. Evan Kohlmann a décrit comment un bureau de Zagreb, ouvert pour aider les jihadistes soutenus par l'Arabie saoudite en Bosnie, recevait « directement tous ses ordres et ses fonds du principal bureau d'al-Kifah aux États-Unis, situé sur l'Atlantic Avenue [à Brooklyn] et contrôlé par le cheikh Omar Abdel Rahman » (Evan Kohlmann, *Al-Qaida's Jihad in Europe*, pp. 39-41 ; citant Steve Coll et Steve LeVine, « Global Network Provides Money, Haven », *Washington Post*, 3 août 1993).

[30] Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, pp.215-16, pp.440-41 ; citant « Canada freed top al-Qaeda operative », *Globe and Mail* de Toronto, 22 novembre 2001.

[31] Scott, *ibidem*, pp.213-225 (chapitre 8).

[32] Ali Soufan, *The Black Banners*, pp.94-95, p.561.

[33] La corruption semble être inévitable pour les superpuissances — ces États qui ont accumulé un excès de puissance vis-à-vis de ce qui est requis pour leur propre défense —. Ce processus est moins perceptible dans des États moins puissants, comme le Canada.

[34] Peter Dale Scott, « America's Afghanistan : The National Security and a Heroin-Ravaged State », *Asia-Pacific Journal : Japan Focus*, N°20, 18 mai 2009. Cf. « U.S. looks into Afghan air force drug allegations », CNN, 8 mars 2012 : « Les États-Unis sont en train d'enquêter sur des accusations visant des membres de l'armée de l'air afghane, qui auraient utilisé leurs avions

pour transporter de la drogue, selon ce qu'a déclaré jeudi un porte parole de l'armée US. Les enquêteurs veulent savoir si ces accusations de trafic de drogue, initialement rapportées dans le *Wall Street Journal*, sont liées à la fusillade qui a tué 8 officiers de l'US Air Force à l'aéroport de Kaboul, la capitale afghane. 'Nous vérifions les accusations d'usage abusif d'appareils de l'AAF', déclara le lieutenant colonel Tim Stauffer, se référant aux allégations selon lesquelles du matériel de l'armée de l'air afghane aurait été utilisé pour transporter illégalement des armes et de la drogue. »

[35] Fenton, *Disconnecting the Dots*, p.310.

[36] *Ibidem*, p.371, cf. p.95.

[37] « [Quand l'état-major américain planifiait des attentats terroristes contre sa population](#) », par Thierry Meyssan, et « [Document déclassifié : L'Opération Northwoods \(1962\)](#) », *Réseau Voltaire*, 5 novembre 2001

[38] Comité des chefs d'États-majors interarmées (JCS), « Courses of Action Related to Cuba (Case II) » ; cité dans Scott, *American War Machine*, p.196.

[39] *Washington Post*, 30 septembre 2001 ; dans Summers, *Eleventh Day*, p.293 ; cf. *9/11 Commission Report*, pp.221-22.

[40] Voir Scott, *American War Machine*, pp.199-203.

[41] Fenton, *Disconnecting the Dots*, pp.360-61, p.385. Visiblement, une rétention d'informations a également été menée dans les hautes sphères du Commandement mixte des armées (USJFCOM pour US Joint Forces Command) : « *Le vice-amiral Martin J. Meyer, commandant en chef adjoint (DCINC) de l'USJFCOM, fut l'un des responsables qui assistèrent au briefing du DO5 [une unité de renseignement de l'USJFCOM affectée à la surveillance du terrorisme visant les États-Unis]. [...] Cependant, deux semaines avant le 11-Septembre, malgré les alertes lancées durant ce briefing, Meyer aurait dit au major-général Larry Arnold — le commandant du NORAD pour la région continentale des États-Unis (CONR) — ainsi qu'à d'autres hauts responsables du CONR que leurs inquiétudes au sujet d'Oussama ben Laden comme possible menace pour les États-Unis était infondées et que, pour le citer, 'si tout le monde arrêta simplement de regarder CNN, il n'y aurait pas de menace appelée Oussama ben Laden'* » (Jeffery Kaye et Jason Leopold, « [EXCLUSIVE : New Documents Claim Intelligence on Bin Laden, al-Qaeda Targets Withheld From Congress' 9/11 Probe](#) », *Truthout.org*, 13 juin 2001).

[42] Scott, *American War Machine*, p.201.

[43] *Ibidem*, pp.200-02.

[44] Mark Selden a décrit le processus de « *l'exacerbation des passions nationalistes provoquée par des attaques venant de nulle part* » comme ayant « *soutenu le 'mode de guerre américain' depuis 1898* » (Mark Selden, « The American Archipelago of Bases, Military Colonization and Pacific Empire : Prelude to the Permanent Warfare State », à paraître en 2012, *International Journal of Okinawan Studies*).

Source : « Des services secrets parallèles », par Peter Dale Scott, Traduction Maxime Chaix, *Réseau Voltaire*, 22 septembre 2012, www.voltairenet.org/a175961